

# Bilan de la politique ivoirienne en éducation : insuffisante



Par Joseph Koné, Kaphalo Ségorbah Silwé  
et Pétahangui Arnaud Yéo

## Introduction

L'accès de tous à une éducation de qualité figure dans l'agenda des Objectifs de Développement Durable (UNESCO, 2018). Il représente un engagement à atteindre à l'horizon 2030 pour l'ensemble des pays du monde, notamment ceux en voie de développement.

En Côte d'Ivoire, des efforts sont engagés dans ce sens. Depuis cette dernière décennie, l'éducation fait partie des secteurs qui bénéficient d'un important intérêt. Selon les estimations, le gouvernement lui consacrait en dépenses environ 6% du produit intérieur brut en 2019 (Kandia, 2019) contre 5% en 2015, une proportion qui est nettement supérieure à la moyenne africaine (Banque Mondiale, 2017).

Cet investissement a permis de réaliser de nombreuses réformes politiques et structurelles. Ainsi, l'école est devenue juridiquement obligatoire pour tous les enfants de 6 à 16 ans. Des initiatives spécifiques visant d'une part, à soutenir les enfants en difficulté d'apprentissage et d'autre part, à réintégrer par un enseignement accéléré dans le système classique ceux qui sont déscolarisés, ont aussi été mises sur pied (Nguini, 2020).

Outre cela, un Plan National de Développement pour la période 2016-2020 a désigné l'éducation comme un axe prioritaire. Le programme sectoriel qui en découle couvre la période 2016-2025. Il constitue un document d'orientation stratégique dont le but est de mettre à la disposition du pays des ressources humaines de qualité et productives à travers une éducation de qualité, équitable et inclusive qui est en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi (République de Côte d'Ivoire, 2017).

Cependant, même si ces efforts produisent des effets positifs pour les gouvernants (Kandia, 2019), certains indicateurs de performance sont encore moins réjouissants (Smeyers, 2019). Pour preuve, Le Programme des Nations Unies pour le Développement (2020) indique que la durée moyenne de scolarisation d'un Ivoirien âgé de 25 ans et plus n'est encore que de 5,3 ans. Il ressort par ailleurs que le taux d'alphabétisation en Côte d'Ivoire reste bas, à 43,9%, contre 59,9% en Afrique subsaharienne et 77% au Ghana voisin (Florence, 2020).

Sur la base des enquêtes Afrobarometer, les performances enregistrées dans le secteur de l'éducation en Côte d'Ivoire ne sont pas encore à la hauteur des espérances. En effet, l'on note que le niveau d'instruction des citoyens adultes reste encore majoritairement peu élevé. À cela s'ajoute le peu de satisfaction relative à la réponse du gouvernement pour l'amélioration des services de l'éducation.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2021 couvrent 34 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer en Côte d'Ivoire, dirigée par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), a interviewé 1.200 adultes ivoiriens en novembre 2019. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014 et 2017.

## Résultats clés

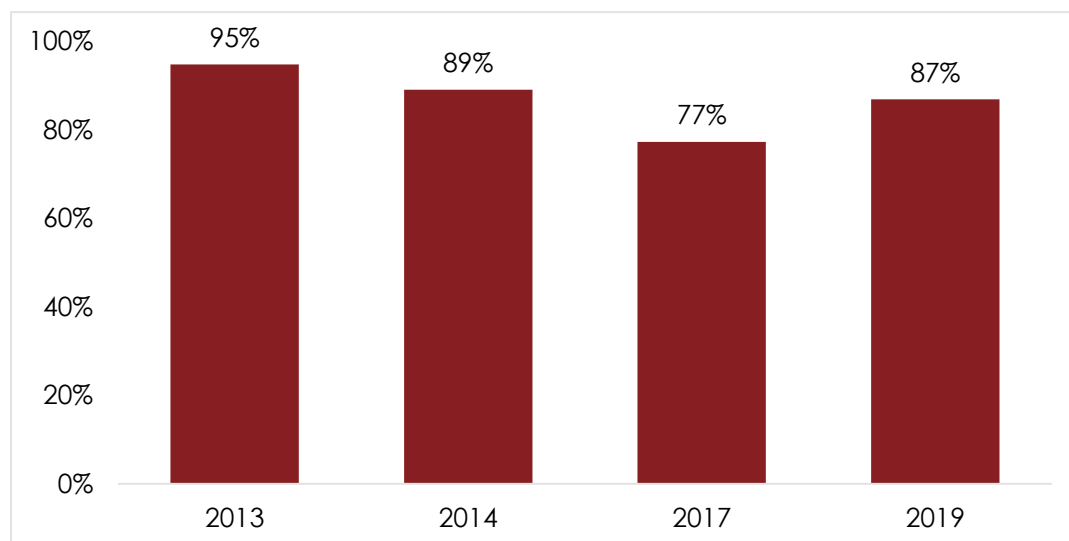
- La très grande majorité (87%) d'Ivoiriens jouissent de la présence dans leur zone ou à distance de marche d'une école publique ou privée.

- Mais Abidjan (78%) et la Vallée du Bandama (67%), qui sont d'importants districts en termes de population, sont au bas du classement en matière de disponibilité d'écoles.
- Le taux de pénétration auprès des étudiants et élèves adultes d'équipements multimédias – pouvant servir de canal d'apprentissage dans un contexte de crise comme la pandémie de la COVID-19 – est relativement élevé.
- Parmi les adultes qui ont eu affaire à une école publique au cours de l'année écoulée, 43% jugent difficile l'obtention des services dont ils avaient besoin.
- Huit Ivoiriens adultes sur 10 (82%) ont un niveau d'instruction minimum primaire, avec 17% qui présentent un niveau d'études post-secondaires – une amélioration de 6 points de pourcentage comparé à 2013.
  - Les hommes, les citadins, les mieux nantis et les jeunes sont plus instruits que les femmes, les ruraux, les pauvres et les plus âgés.
  - Les citoyens présentant les niveaux d'instruction les plus élevés sont ceux des districts d'Abidjan, de la Comoé et des Lagunes.
- La moitié (51%) des Ivoiriens se prononcent insatisfaits de la performance du gouvernement en éducation, une hausse de 17 points depuis 2017.
- Les facteurs significatifs dans la perception de la performance du gouvernement en matière d'éducation incluent la disponibilité d'écoles et la facilité d'obtenir des services d'écoles. Étonnement, les citoyens qui vivent à proximité d'écoles sont moins susceptibles d'apprécier les efforts du gouvernement.

## Disponibilité des écoles et accessibilité des Ivoiriens à l'éducation

Un système éducatif accessible est un système qui offre aux citoyens la possibilité de se former. Cela peut directement s'observer à travers la disponibilité des infrastructures éducatives qui jouent sur l'amélioration du niveau d'instruction. À ce niveau particulier, les résultats montrent qu'en 2019, la très grande partie d'Ivoiriens (87%) jouissent de la présence dans leur zone ou à distance de marche d'une école publique ou privée (Figure 1).

**Figure 1 : Disponibilité d'écoles publiques ou privées** | Côte d'Ivoire | 2013-2019

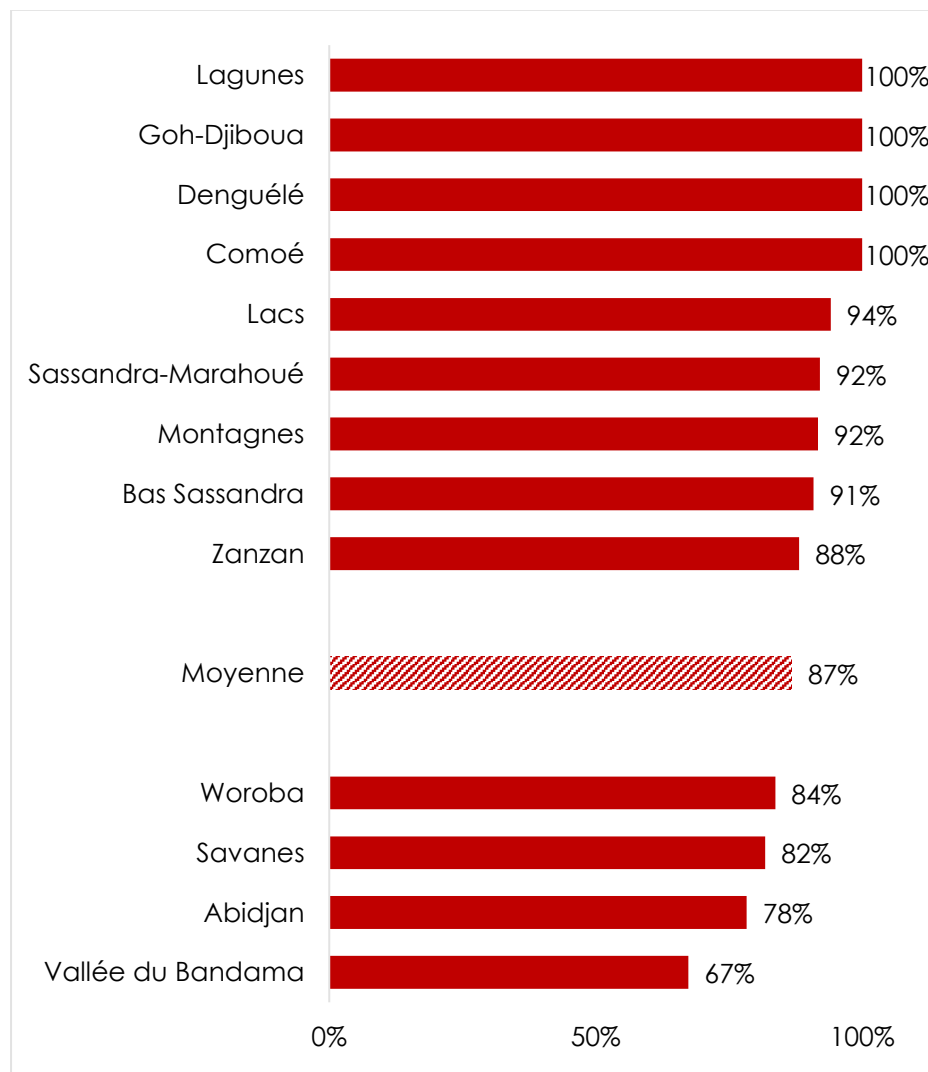


**Question posée aux agents de collecte de données :** Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Une école publique ou privée ?

À regarder les tendances par district, on constate que les districts présentent en majorité des niveaux élevés de disponibilité d'écoles, y compris de 100% des zones enquêtées dans les districts des Lagunes, du Goh-Djiboua, du Denguélé et de la Comoé (Figure 2).

Un fait singulier est la présence dans le bas du classement des districts de la Vallée du Bandama (67%) et d'Abidjan (78%), qui sont assez peuplés. Cela suscite une interrogation concernant l'orientation des politiques nationales de couverture scolaire.

**Figure 2 : Disponibilité d'écoles** | par district | Côte d'Ivoire | 2019

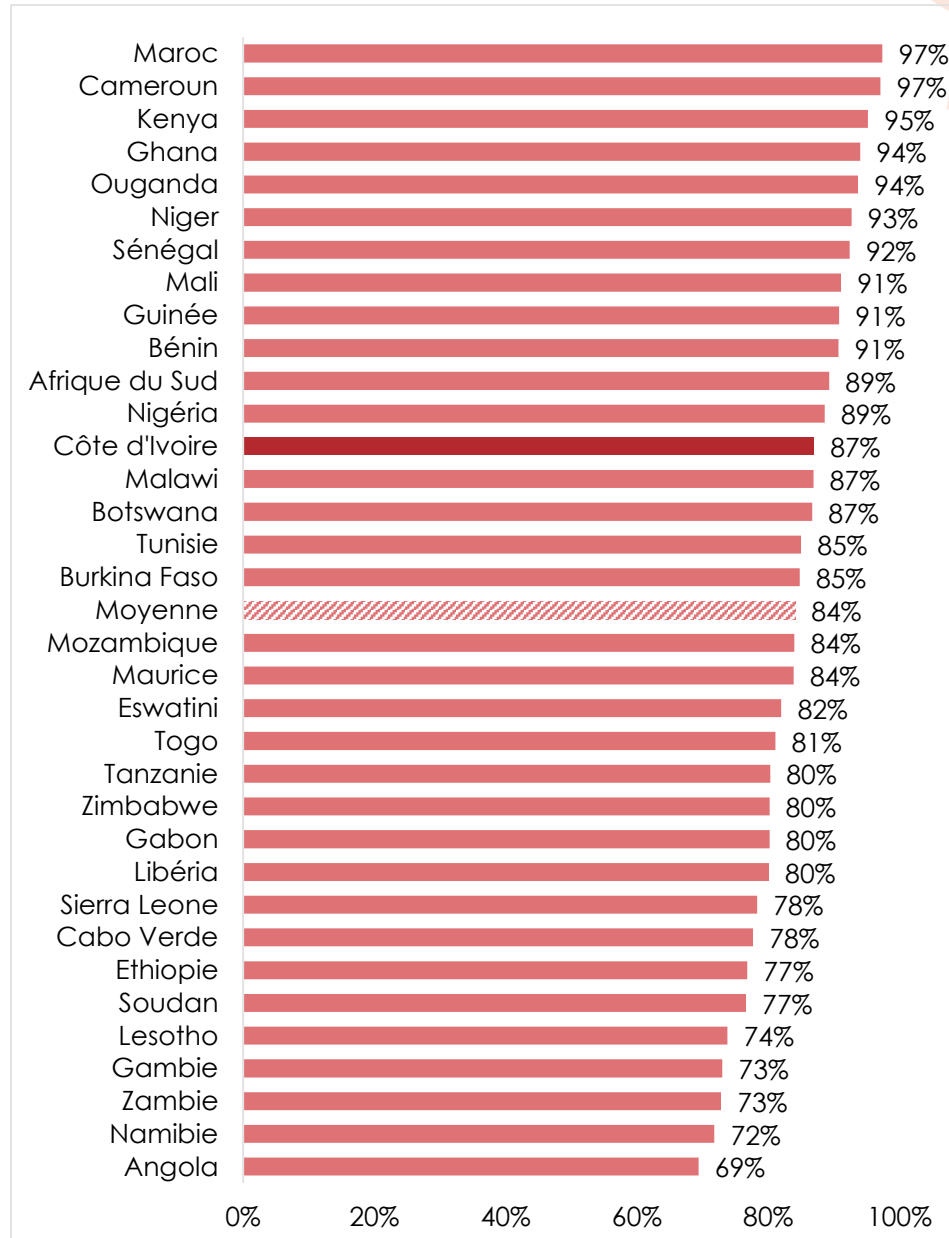


**Question posée aux agents de collecte de données :** Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Une école publique ou privée ? (% « oui »)

NB: Conformément à leur proportion de la population totale de la Côte d'Ivoire, les échantillons de petites dimensions dans les districts faiblement peuplés produisent des résultats dont les marges d'erreur sont importantes.

Les données de 34 pays africains enquêtés en 2019/2021 en matière de disponibilité d'écoles permettent de classer la Côte d'Ivoire au-dessus de la moyenne (84%) mais bien derrière le Maroc (97%), le Cameroun (97%), le Kenya (95%), le Ghana (94%) et l'Ouganda (94%) (Figure 3).

**Figure 3 : Disponibilité d'écoles publiques ou privées | 34 pays | 2019/2021**

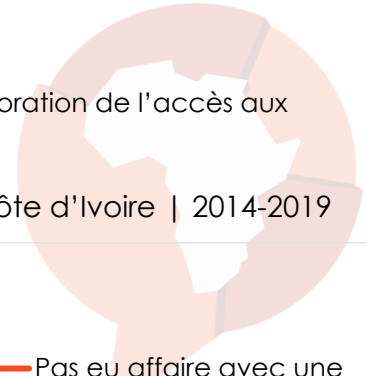


**Question posée aux agents de collecte de données :** Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Une école publique ou privée ? (% « oui »)

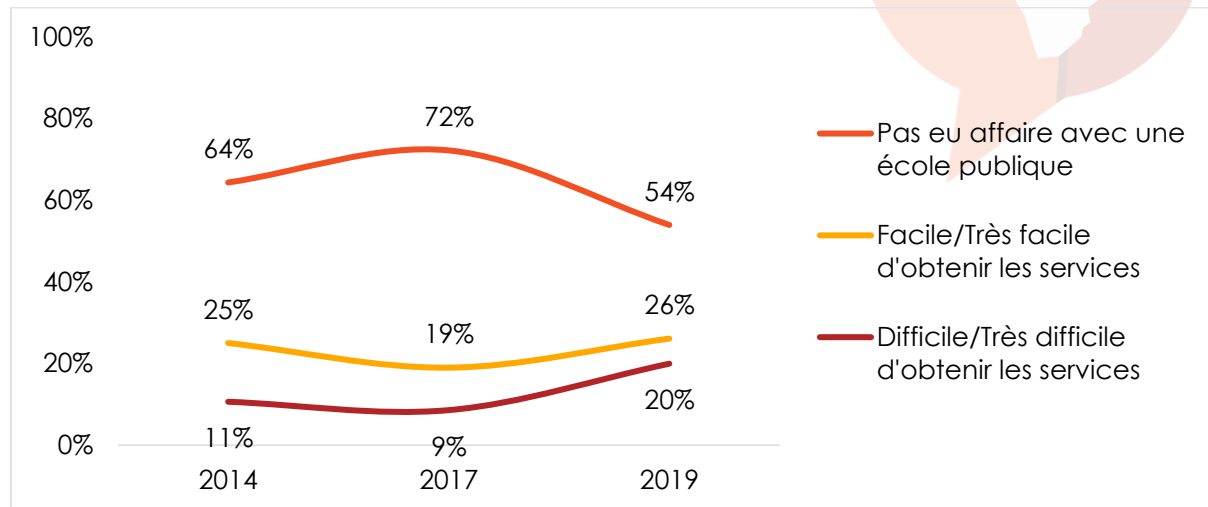
Moins de la moitié (46%) des Ivoiriens affirment avoir eu affaire à une école publique au cours de l'année précédant l'enquête. Bien que cette proportion représente une augmentation par rapport à 2017 (28%) et 2014 (26%), elle suggère néanmoins un besoin d'encouragement des citoyens à plus de suivi du travail de leurs enfants.

Un quart (26%) seulement ont eu affaire avec une école publique et jugent celle-ci « facile » ou « très facile » d'accès, un taux en augmentation de 7 points depuis 2017 (Figure 4). Ces

tendances confirment en général une nécessité criante d'amélioration de l'accès aux services des établissements scolaires.



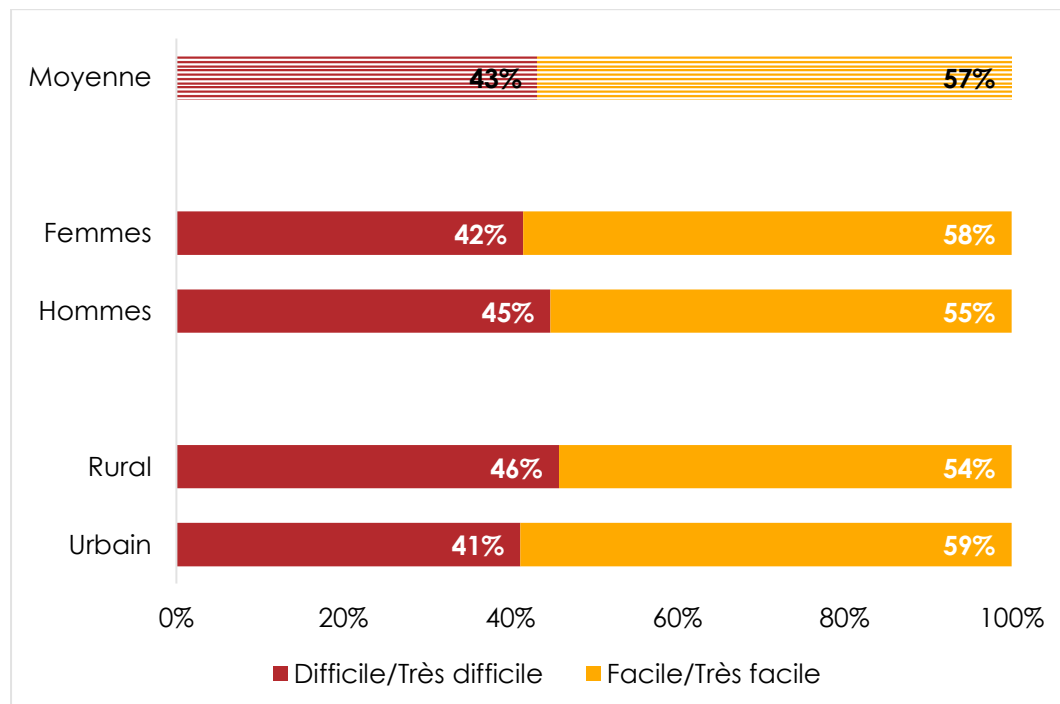
**Figure 4 : Suivi scolaire et accès aux écoles publiques | Côte d'Ivoire | 2014-2019**



**Questions posées aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? [Si oui :] Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école ?

Concernant la facilité à obtenir les services nécessaires auprès des enseignants et dirigeants d'école, parmi ceux qui ont eu affaire à une école publique, les hommes (45%) et les ruraux (46%) estiment légèrement plus que c'est « difficile » ou « très difficile » (Figure 5).

**Figure 5 : Accessibilité des écoles publiques | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019**

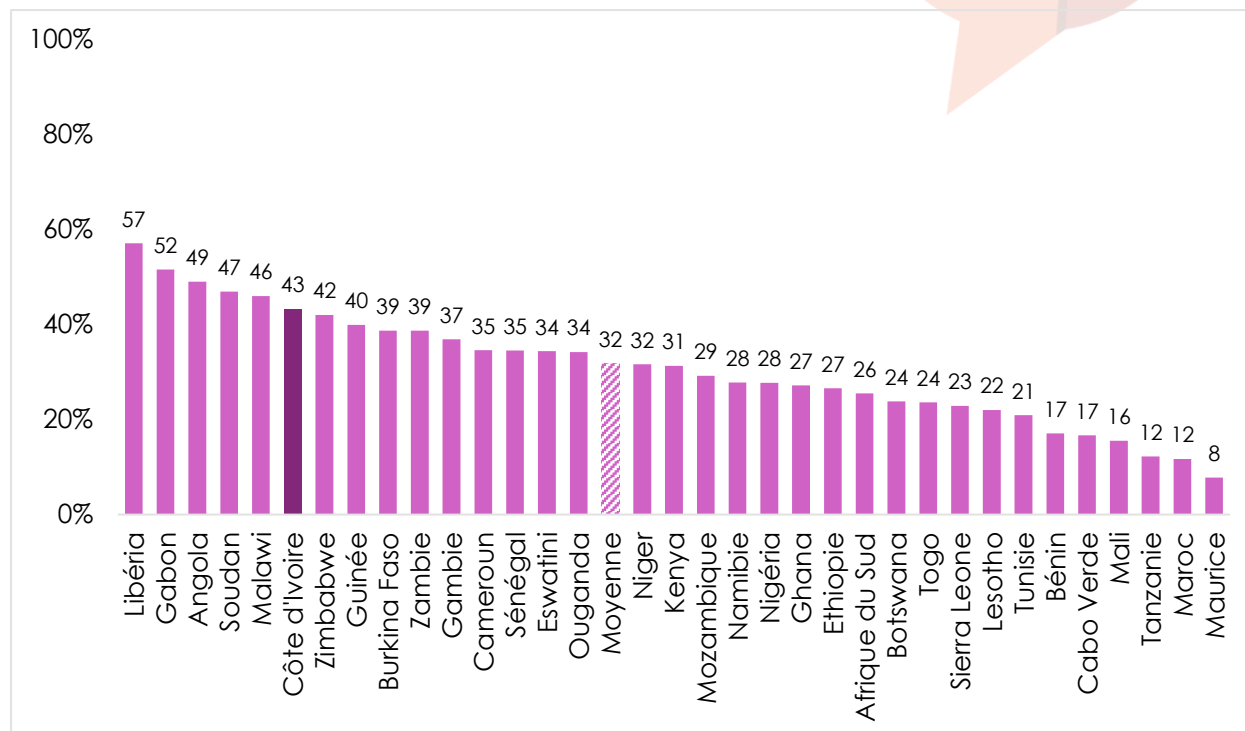


**Question posée aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? [Si oui :] Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école ? (Seules les réponses de ceux qui ont eu affaire à une école publique au cours des 12 derniers mois ont été prises en compte.)



En termes de difficulté d'accès aux services pour ceux qui ont eu affaire à une école publique, la Côte d'Ivoire occupe un rang peu flatteur : Elle est sixième (43%) sur 34 pays africains derrière le Libéria (57%), le Gabon (52%), l'Angola (49%), le Soudan (47%) et le Malawi (46%) (Figure 6).

**Figure 6 : Accès difficile aux services d'écoles publiques | 34 pays | 2019/2021**



**Question posée aux répondants :** Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique ? [Si oui :] Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école ? (% qui disent "difficile" ou "très difficile") (Seules les réponses de ceux qui ont eu affaire à une école publique au cours des 12 derniers mois ont été prises en compte.)

### Possession d'équipements multimédias

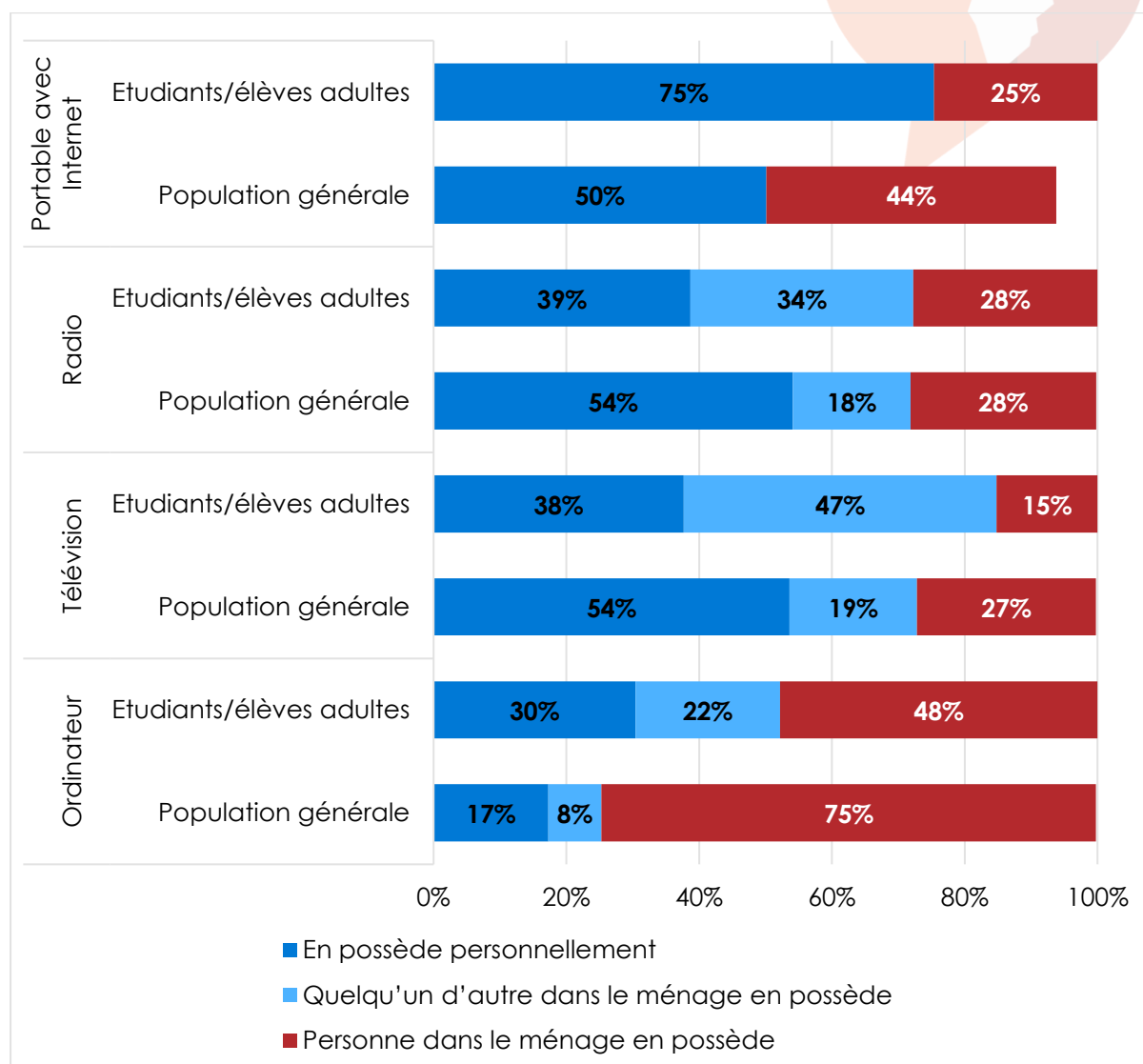
Dans un contexte de crise marquée par la COVID-19, les programmes scolaires ivoiriens ont été fortement impactés. Afin de limiter l'expansion de cette pandémie dans le pays, le gouvernement en mai 2020 a instauré l'application obligatoire de mesures barrières dont la fermeture des écoles. Pendant cette période, pour pérenniser les acquis des élèves et de l'année scolaire entamée, des programmes pédagogiques et d'enseignement à distance ont été lancés à travers des moyens comme la radio, la télé et les médias sociaux ou autres plateformes Internet. L'enseignement à distance ne semble par contre pas avoir été maintenu pour l'année scolaire 2020-2021 dans le cas de l'enseignement primaire et secondaire.

On pourrait se demander l'effet de cette stratégie sur la population. À observer les résultats d'enquête, le taux de pénétration des équipements multimédias est relativement élevé chez les étudiants et élèves adultes. En effet, 75% d'entre eux possèdent un portable avec accès Internet, et 85% disposent personnellement ou dans leur ménage d'une télévision, 73% d'une radio et 52% d'un ordinateur (Figure 7). Ces tendances indiquent que les canaux multimédias peuvent être considérés comme un atout notoire pour l'instauration d'un système d'enseignement à distance reposant sur leur utilisation.

Les statistiques cumulés de « possession personnelle » et de « possession par quelqu'un du ménage » de ces équipements médias montrent que les étudiants et élèves adultes sont plus équipés et connectés que l'Ivoirien moyen. L'on pourrait supposer que le taux de

pénétration de ces équipements est portée au moins en partie par cette frange de la population.

**Figure 7 : Taux de pénétration d'équipements multimédias | Côte d'Ivoire | 2019**



**Questions posées aux répondants :** Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ? [Si non :] Un autre membre de votre ménage en possède-t-il ? (Seules les réponses des élèves et étudiants sont prises en compte.)

### Appréciation quantitative : État du niveau d'instruction

Depuis une décennie, le gouvernement a élaboré de nombreuses réformes dans le but d'améliorer la scolarisation des Ivoiriens (Kandia, 2019).

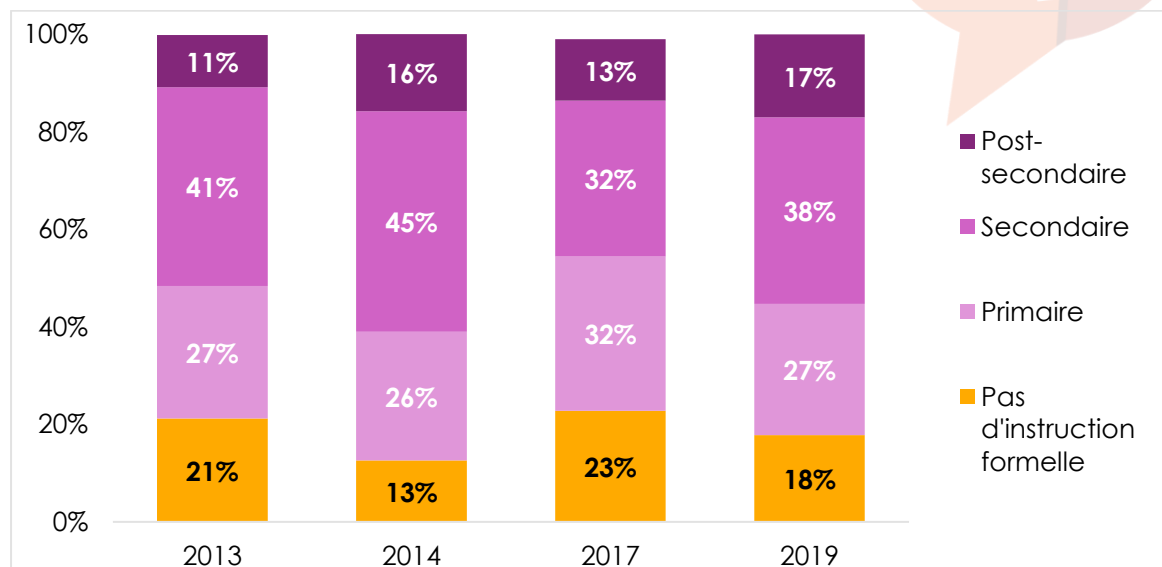
À la lumière des données Afrobarometer, le niveau d'instruction des citoyens adultes en 2019 est de huit Ivoiriens sur 10 (82%). Les individus de niveau secondaire (38%) et primaire (27%) dominent. La proportion d'Ivoiriens présentant un niveau d'étude post-secondaire (17%) est supérieure, de 6 points, à celle mesurée en 2013 (11%) (Figure 8). Ceci témoigne sur un plan purement quantitatif d'une augmentation de la classe généralement considérée comme la plus intellectuelle.

Cependant, si l'on note les niveaux d'instruction sur une échelle allant de 0 à 3 (0=pas d'instruction formelle, 1=primaire, 2=secondaire, 3=post-secondaire), on remarque que le niveau moyen se retrouve dans la catégorie primaire. Il est marqué par plusieurs variations



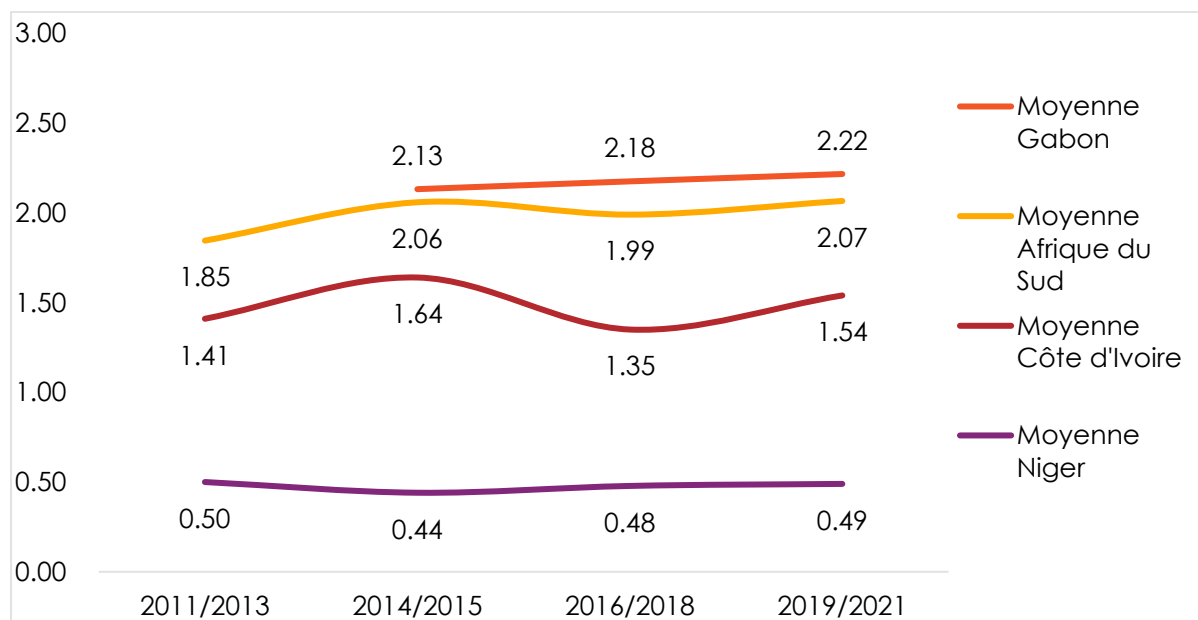
entre 1.35 et 1.64 (Figure 9), mais ces tendances ne permettent pas malheureusement à l'heure actuelle de constater une évolution efficiente du niveau moyen d'instruction des Ivoiriens. Au-dessus on trouve les deux pays (le Gabon et l'Afrique du Sud) ayant les niveaux d'instruction les plus élevés sur les 34 pays enquêtés, et en dessous le Niger, qui a le plus bas.

**Figure 8 : Niveau d'instruction** | Côte d'Ivoire | 2013-2019



**Question posée aux répondants :** Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

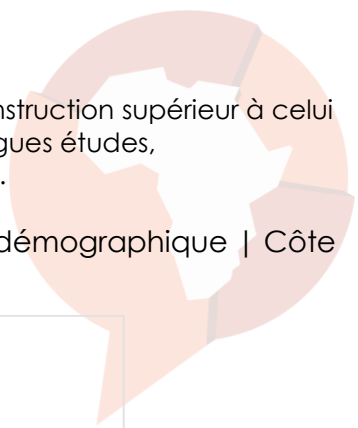
**Figure 9 : Niveau d'instruction moyen** | Côte d'Ivoire, Afrique du Sud, Gabon et Niger | 2011-2021



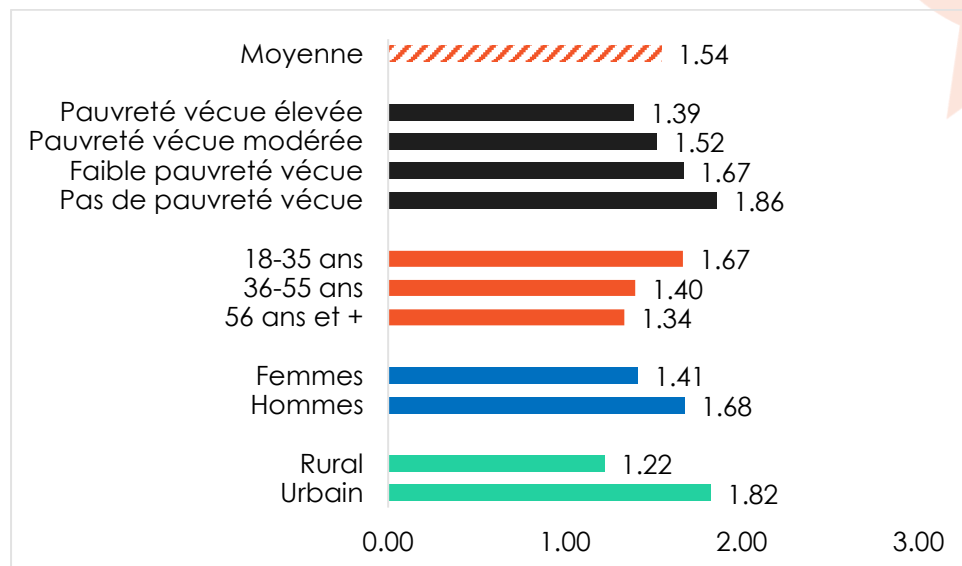
La figure montre le niveau d'instruction moyen des répondants, classé selon une échelle de 0=pas d'instruction formelle, 1=primaire, 2=secondaire, 3=post-secondaire.

Le niveau d'instruction moyen par groupe socio-démographique montre de graves disparités (Figure 10). Il revient que les hommes (1,68) et les citadins (1,82) sont plus instruits que les femmes (1,41) et les ruraux (1,22). Aussi, les individus jouissant d'un statut économique élevé ont un niveau d'étude supérieur à celui des individus économiquement faibles.

On comprend aisément que les jeunes (1,67) aient un niveau d'instruction supérieur à celui des plus âgés (1,34-1,40) car ils sont plus nombreux à faire de longues études, comparativement à l'époque de leurs parents et grands-parents.



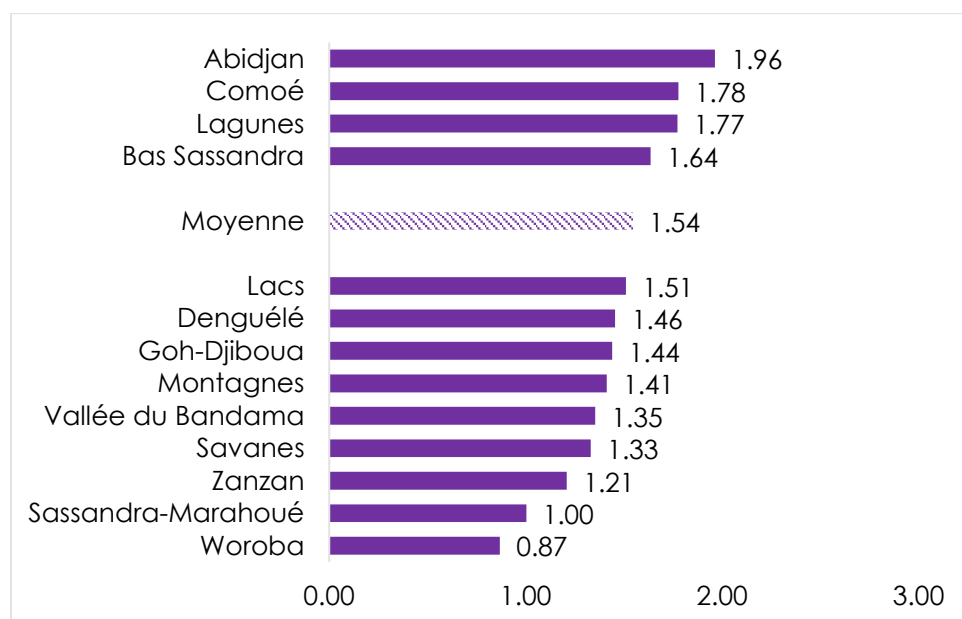
**Figure 10 : Niveau d'instruction moyen | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019**



La figure montre le niveau d'instruction moyen des répondants, classé selon une échelle de 0=pas d'instruction formelle, 1=primaire, 2=secondaire, 3=post-secondaire.

Le niveau d'instruction moyen montre aussi de fortes disparités selon le district. Par exemple, les citoyens présentant les niveaux d'instruction les plus élevés du pays sont ceux des districts d'Abidjan (1,96), de la Comoé (1,78), des Lagunes (1,77) et du Bas-Sassandra (1,64) alors que ceux du Zanzan (1,21), du Sassandra-Marahoué (1,00) et du Woroba (0,87) ont les plus faibles niveaux (Figure 11).

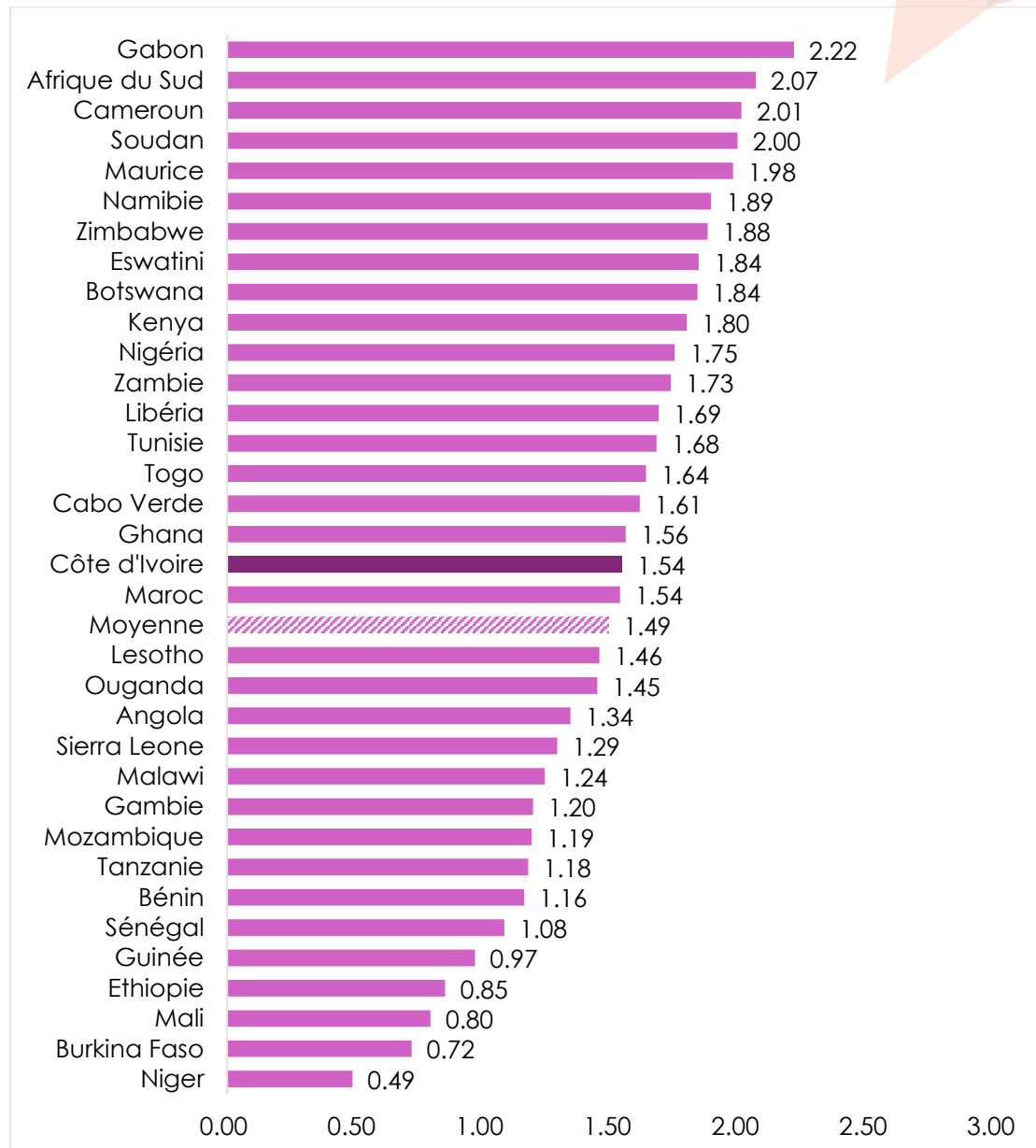
**Figure 11 : Niveau d'instruction moyen | par district | Côte d'Ivoire | 2019**



La figure montre le niveau d'instruction moyen des répondants, classé selon une échelle de 0=pas d'instruction formelle, 1=primaire, 2=secondaire, 3=post-secondaire.

Considérant le niveau d'instruction dans les 34 pays africains sur-mentionnés, la Côte d'Ivoire se place 18ème, bien derrière le Gabon (2,22), l'Afrique du Sud (2,07), le Cameroun (2,01) et le Soudan (2,00) mais bien devant le Niger (0,49), le Burkina Faso (0,72), le Mali (0,80), l'Ethiopie (0,84) et la Guinée (0,97) (Figure 12). Ces données montrent ainsi qu'il y'a des efforts à consentir et des défis à relever pour améliorer le niveau d'instruction des Ivoiriens.

**Figure 12 : Niveau d'instruction moyen | 34 pays | 2019/2021**



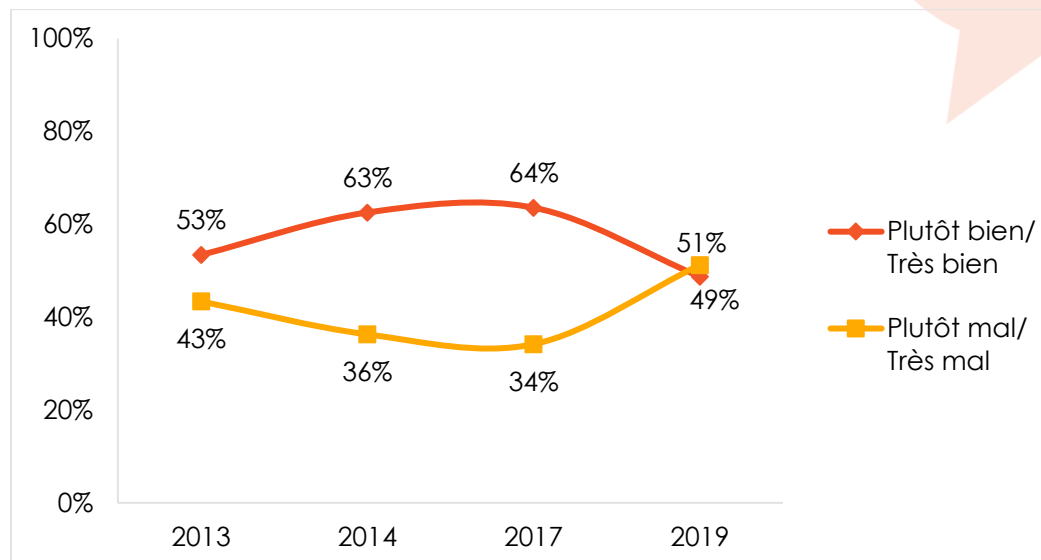
La figure montre le niveau d'instruction moyen des répondants, classé selon une échelle de 0=pas d'instruction formelle, 1=primaire, 2=secondaire, 3=post-secondaire.

### Appréciation qualitative: Satisfaction des besoins en éducation

Au cours de cette dernière décennie, le gouvernement de la Côte d'Ivoire estime avoir contribué à l'amélioration qualitative du système éducatif ivoirien (Kandia, 2019). Cette assurance donnée qui part de ses efforts d'investissement dans ce secteur n'est cependant pas perçue par la majorité des citoyens.

En effet, la proportion d'Ivoiriens qui perçoivent favorablement la performance du gouvernement dans la satisfaction des besoins en éducation est en chute libre entre 2017 (64%) et 2019 (49%), soit 15 points de pourcentage en moins (Figure 13).

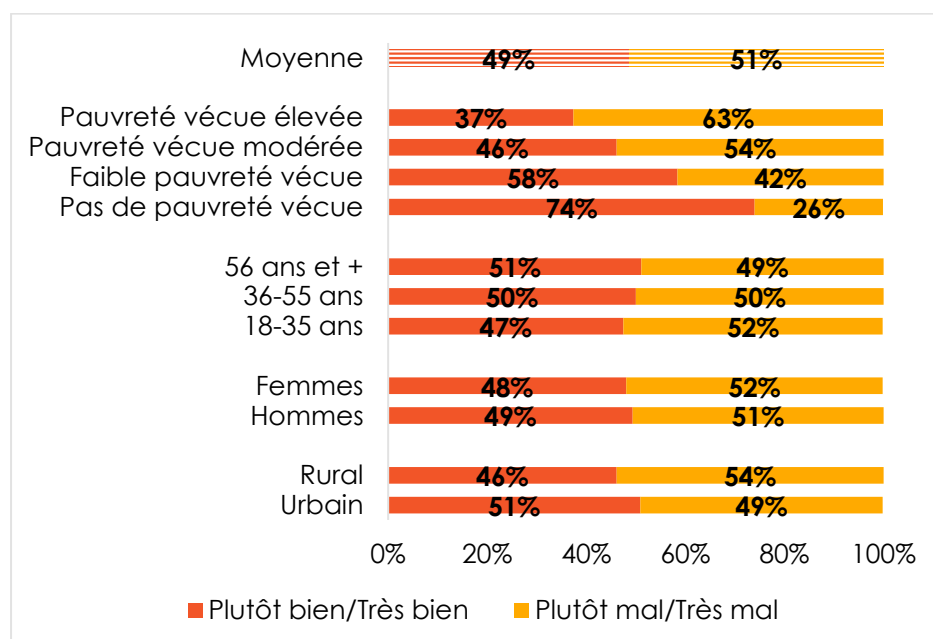
**Figure 13 : Satisfaction par le gouvernement des besoins en éducation | Côte d'Ivoire | 2013-2019**



**Question posée aux répondants :** Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ?

Les ruraux (46%), les jeunes (47%) et les pauvres (37%) sont les moins satisfaits de la réponse du gouvernement aux besoins en éducation (Figure 14).

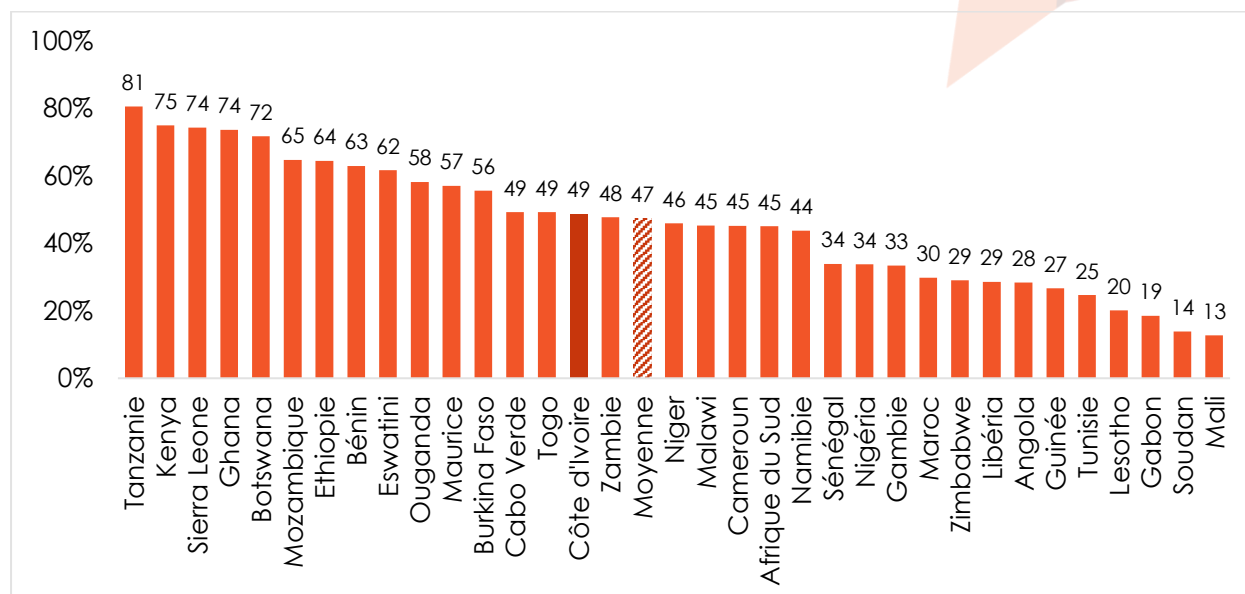
**Figure 14 : Satisfaction par le gouvernement des besoins en éducation | par groupe socio-démographique | Côte d'Ivoire | 2019**



**Question posée aux répondants :** Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ?

En termes de satisfaction de la performance en éducation, la Côte d'Ivoire est classée à la 15ème place sur 34 pays (Figure 15). Le Mali (13% « plutôt bien ») ou « très bien »), le Soudan (14%), le Gabon (18%) et le Lesotho (20%) sont les pays qui présentent les pires appréciations de l'action gouvernementale en matière d'éducation.

**Figure 15 : Satisfaction par le gouvernement des besoins en éducation | 34 pays**  
| 2019/2021



**Question posée aux répondants :** Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ? (% de ceux qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

### Facteurs de la perception de l'action gouvernementale en matière d'éducation

Une régression logistique nous permet de cerner certains facteurs généraux qui influencent la perception de la performance du gouvernement à répondre aux besoins en éducation. Les facteurs que nous examinons sont le milieu de résidence, le niveau d'instruction, la pauvreté vécue, la disponibilité d'écoles, l'accès aux services nécessaires dans les écoles publiques, le sexe et l'âge.

Considérant les résultats attendus en fonction de chaque variable, nous pensons que l'appréciation de la performance du gouvernement dans la satisfaction des besoins en éducation sera bonne quand la disponibilité des écoles à proximité de la population est élevée et l'accès aux services des écoles publiques est jugé satisfaisant. Idéalement, l'appréciation positive ne devrait pas être fonction du milieu de résidence, du niveau de pauvreté vécue et du sexe, même si on peut considérer que les plus instruits et les plus âgés seront plus à même de percevoir la justesse des choix opérés par le gouvernement dans le système éducatif.

Comme présenté dans le Tableau 1, les variables significatives dans la perception de la performance du gouvernement en matière d'éducation sont, par ordre d'importance, la disponibilité d'écoles et la facilité d'obtenir les services nécessaires auprès des enseignants ou des dirigeants d'école. Puis viennent le milieu de résidence, le niveau économique et le niveau d'instruction des citoyens.

Tout en contrôlant les autres variables, et contre toute attente, les citoyens qui vivent à proximité d'écoles publiques ou privées sont 2,216 fois (1/0,451) moins susceptibles d'apprécier la performance du gouvernement en matière d'éducation. L'on peut émettre

comme hypothèse que plus les citoyens font l'expérience ou ont affaire avec des écoles moins ils sont satisfaits. Dans le même ordre d'idée, les citoyens les plus instruits sont 1,355 fois moins susceptibles d'apprécier la performance du gouvernement en matière d'éducation.

Mais comme on pouvait s'y attendre, les Ivoiriens qui ont une facilité à obtenir les services nécessaires auprès des enseignants ou des dirigeants d'école publique sont 1,719 fois plus susceptibles d'apprécier la performance du gouvernement en matière d'éducation.

L'on retient également que les citadins et les Ivoiriens aisés sont 1,659 fois et 1,572 fois plus susceptibles, respectivement, d'apprécier la performance du gouvernement.

Il est à noter que l'âge et le sexe des citoyens ne sont pas statistiquement significatifs dans la régression comme facteurs déterminants.

**Tableau 1: Facteurs de la perception de l'action gouvernementale en matière d'éducation** | régression logistique | Côte d'Ivoire | 2019

	Odds ratio*	95% CI	p
Milieu de résidence [ <i>urbain</i> ]	1,659	1,127 - 2,441	0,01
Niveau d'instruction	0,738	0,601 - 0,906	0,004
Indice de Pauvreté Vécue	0,636	0,510 - 0,793	0
Difficulté à obtenir les services nécessaires auprès des enseignants ou des dirigeants d'école publique	0,582	0,469 - 0,722	0
Existence d'une école publique ou privée dans la zone d'enquête ou à distance de marche de celle-ci	0,451	0,271 - 0,751	0,002
Sexe [ <i>homme</i> ]	1,141		0,478
Âge	1,000		0,974

\*La catégorie de référence est la performance « plutôt mal » ou « très mal » du gouvernement en matière de l'éducation ; p=0.000

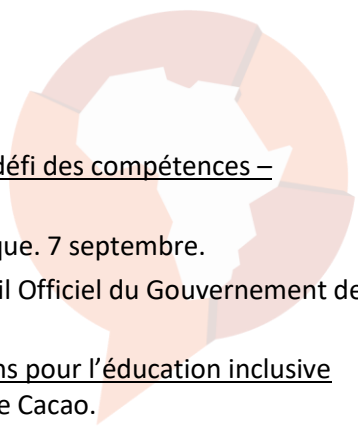
## Conclusion

Un système d'éducation n'est performant que lorsqu'il permet de développer des ressources humaines capables d'amorcer un développement social et économique dans un pays (UNESCO, 2018). Pour y arriver, les décideurs doivent ainsi user de politiques constantes et ambitieuses pour améliorer qualitativement le niveau d'instruction de leurs concitoyens.

En Côte d'Ivoire, les données Afrobarometer montrent que la partie des citoyens se disant insatisfaits de la performance gouvernementale en matière d'éducation est en hausse. En effet, si le taux de scolarisation reste bon dans l'ensemble, le niveau d'instruction moyen des Ivoiriens est encore peu élevé.

Ces données exposent dès lors la nécessité pour le gouvernement ivoirien de recadrer sa stratégie afin d'aboutir aux résultats escomptés par le programme du secteur de l'éducation qui couvre la période 2016-2025.

## Références

- 
- Banque Mondiale. (2017). Situation économique en Côte d'Ivoire : Le défi des compétences – pourquoi la Côte d'Ivoire doit réformer son système éducatif ?
- Florence, R. (2020). Côte d'Ivoire : Une éducation à refaire. Jeune Afrique. 7 septembre.
- Kandia, C. (2019). Des acquis majeurs dans le secteur éducation. Portail Officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire.
- Nguini, S. (2020). Rapport mondial de suivi sur l'éducation : Implications pour l'éducation inclusive en Côte d'Ivoire. Transformer l'Education dans les Communautés de Cacao.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2020). Global human development indicators.
- République de Côte d'Ivoire. (2017). Plan sectoriel éducation/formation 2016-2025.
- Smeyers, M. (2019). Etude sectorielle : L'éducation en Côte d'Ivoire. Comoé Capital.
- UNESCO. (2018). Guide rapide des indicateurs de l'éducation pour l'ODD4.



## Annexe

**Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents** | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
<b>Angola</b>	Nov.-déc. 2019	N/A
<b>Bénin</b>	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
<b>Botswana</b>	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Burkina Faso</b>	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
<b>Cabo Verde</b>	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
<b>Cameroun</b>	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
<b>Côte d'Ivoire</b>	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
<b>Eswatini</b>	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
<b>Ethiopie</b>	Déc. 2019-jan. 2020	2013
<b>Gabon</b>	Fév. 2020	2015, 2017
<b>Gambie</b>	Fév. 2021	2018
<b>Ghana</b>	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Guinée</b>	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
<b>Kenya</b>	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
<b>Libéria</b>	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
<b>Lesotho</b>	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Malawi</b>	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Mali</b>	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
<b>Maroc</b>	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
<b>Maurice</b>	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
<b>Mozambique</b>	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
<b>Namibie</b>	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Niger</b>	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
<b>Nigéria</b>	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
<b>Ouganda</b>	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
<b>Sénégal</b>	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
<b>Sierra Leone</b>	Mars 2020	2012, 2015, 2018
<b>Soudan</b>	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
<b>Tanzanie</b>	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
<b>Togo</b>	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
<b>Tunisie</b>	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
<b>Zambie</b>	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
<b>Zimbabwe</b>	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

# AFRO BAROMETER

Donner une voix au peuple



**Joseph Koné** est chargé des finances et associé de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), le partenaire national d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire.

**Kaphalo Ségorbah Silwé** est directeur exécutif du CREFDI.

**Pétanhangui Arnaud Yéo** est doctorant à l'Université Félix Houphouët-Boigny et associé de recherche au CREFDI.

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de GIZ, et de Humanity United.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou à contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site internet à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications avec **#VoicesAfrica**.



/Afrobarometer



@Afrobarometer



**Photo de couverture:** Adaptée d'une photo de Kimberly Farmer via [Unsplash](https://www.unsplash.com).



Contact: [spiderone0@gmail.com](mailto:spiderone0@gmail.com)

[segorbah7@gmail.com](mailto:segorbah7@gmail.com)

[petanhangui@gmail.com](mailto:petanhangui@gmail.com)